



le 19/10/06

## PREFECTURE DU RHONE

Lyon, le 27 JUIN 2006

DIRECTION DE LA CITOYENNETE  
ET DE L'ENVIRONNEMENTSous-Direction de l'Environnement  
et du Développement Durable3<sup>ème</sup> Bureau  
Environnement industriel

Affaire suivie par Serge FRANCOIS

☎ : 04 72 61 64 55

Fax : 04 72 61 64 26

✉ : serge.francois@rhone.pref.gouv.fr

→ SV Gidic  
puis clst  
v  
GAPC  
le 04/11/06  
SV.

## ARRETE

imposant des prescriptions complémentaires  
à la société S.L.I. FRANCE (EX STE CLAUDE)  
22, rue Berjon à LYON 9ème

Le Préfet de la zone de défense Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement - notamment l'article L 512-3 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société S.L.I. FRANCE (EX STE CLAUDE) dans son établissement situé 22, rue Berjon à LYON 9ème ;

../..



- 2 -

VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU la déclaration en date du 10 octobre 2005 de la société S.L.I. FRANCE (EX STE CLAUDE) relative à la cessation de ses activités, à compter du 31 décembre 2005, dans son établissement situé 22, rue Berjon à LYON 9<sup>ème</sup> ;

VU le récépissé sans frais délivré le 7 novembre 2005 par la Préfecture du Rhône à la société S.L.I. FRANCE relatif à la cessation de ses activités, à compter du 31 décembre 2005, dans son établissement situé 22, rue Berjon à LYON 9<sup>ème</sup> ;

VU la lettre du 13 décembre 2005 du cabinet d'avocats Lamy Loxel au nom et pour le compte de la société SLI France complétant la déclaration du 10 octobre 2005 ;

VU les lettres des 6 et 10 mars 2006 de la Communauté Urbaine de LYON relatives, en particulier, à l'usage futur du site exploité par la société S.L.I. France, 22, rue Berjon à LYON 9<sup>ème</sup> ;

VU le rapport en date du 20 février 2006 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 13 avril 2006 ;

CONSIDERANT que les activités de la société SLI France sont régies par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié ;

CONSIDERANT que la société SLI France a fait part, par déclaration du 10 octobre 2005 complétée le 13 décembre 2005 de la cessation de ses activités de son établissement situé 22, rue Berjon à LYON 9<sup>ème</sup> ;

CONSIDERANT que dans le cadre de cette déclaration, la société SLI France a fourni une Evaluation Simplifiée des risques (ESR) référencé n°38063/A-juin 2005 établie sur la base d'un diagnostic environnemental du sous-sol effectué par le cabinet d'études Antea en 1996 et 1997 ;

CONSIDERANT que ce diagnostic environnemental, compte tenu de son ancienneté, de l'évolution des valeurs de référence et des techniques analytiques ne permet pas de conclure quant à la pollution éventuelle actuelle du sol au droit de l'établissement et devra, en conséquence, être réalisé à nouveau ;

CONSIDERANT par ailleurs que l'Evaluation Simplifiée des risques (ESR) transmise sur la base de ce diagnostic environnemental ancien devra être adaptée à la mise à jour de ce diagnostic ;

CONSIDERANT également que l'Evaluation Simplifiée des risques (ESR) fait apparaître, sans la coter, une pollution de la nappe par du Manganèse, au motif que ce métal n'était pas utilisé sur le site par la société SLI France ;

..../..



- 3 -

CONSIDERANT néanmoins que les concentrations de Manganèse en aval du site (au maximum 1,79 mg/l sur PZ2, pour une Valeur de Constat d'Impact en usage non sensible égale à 0,25 mg/l) sont plus importantes qu'en amont (au maximum 0,5 mg/l sur Pz1bis) et justifie que le Manganèse soit pris en compte dans l'Evaluation Simplifiée des risques (ESR) ;

CONSIDERANT enfin que la présence dans la nappe de molybdène et de manganèse à des teneurs supérieures aux VCI en usage non sensible justifie la poursuite trimestrielle de la surveillance des eaux souterraines, concernant dans un premier temps seulement les paramètres molybdène et manganèse au moyen du piézomètre amont PZ1bis ainsi que PZ2 et PZ3 pour l'aval mais pouvant être modifiée en matière de produits surveillés et de positionnement des piézomètres sur la base de la mise à jour du diagnostic environnemental et de l'Evaluation Simplifiée des risques (ESR) ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il convient :

- de prendre acte de la déclaration de la société SLI France relative à la cessation de ses activités ;
- de prescrire la réalisation d'un nouveau diagnostic environnemental et d'une nouvelle Evaluation Simplifiée des risques (ESR) ;
- de prescrire la surveillance des eaux souterraines au droit du site ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1- Objet**

Il est accusé réception de la déclaration en date du 10 octobre 2005, de la société SLI FRANCE, sise 22, rue Berjon à LYON 9<sup>ème</sup> relative à la cessation de ses activités.

La société SLI, ci-après dénommée l'exploitant est tenue de réaliser d'une part un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques sur le site précité, conformément au guide méthodologique (version 2 de mars 2000) élaboré par le Ministère de l'Environnement et le BRGM en matière de gestion des sites pollués, et d'autre part de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de ce site.



## **ARTICLE 2 - Diagnostic initial et Evaluation Simplifiée des Risques**

### **2.1. Contenu**

**Partie 1 : LE DIAGNOSTIC INITIAL** (partie III du guide) qui comportera lui-même deux étapes :

#### **Etape A :**

- une analyse historique du site de nature à recenser les activités qui se sont succédées, leur localisation précise et les pratiques de gestion environnementale industrielle ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution permettant de préciser, notamment, les paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants et les cibles potentielles (habitation, source d'alimentation en eau potable...) susceptibles d'être atteintes.
- une visite du site et de ses environs immédiats.

A l'issue de ces trois phases, un rapport d'étape développera les différentes investigations entreprises, les résultats obtenus mais aussi les limites et contraintes rencontrées.

Ce rapport proposera les éventuelles reconnaissances sommaires de terrain (campagne légère de prélèvements et d'analyses des sols et des eaux souterraines...) à mener pour acquérir des informations n'ayant pu être obtenues précédemment.

#### **Etape B :**

Suivant les conclusions du rapport de l'étape A, les reconnaissances sommaires de terrain précitées seront menées.

### **Partie 2 : L'EVALUATION SIMPLIFIÉE DES RISQUES** (partie V du guide)

Sur la base des conclusions du diagnostic initial, une évaluation simplifiée des risques sera effectuée pour chaque source de pollution identifiée sur le site, afin d'apprécier la nécessité et l'urgence de poursuivre ou non les investigations.

**2.2.** Pour réaliser cette étude de sol, la société SLI devra s'attacher des services d'un organisme qualifié à cet effet.

### **2.3. Echéancier**

Le rapport final de l'étude de sol comprenant l'évaluation simplifiée des risques devra être rendu à l'Inspecteur des Installations Classées sous un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.





#### **2.4. Mesures d'urgence - Suite à donner à l'étude de sol**

Suivant les résultats de l'évaluation simplifiée des risques et après avis de l'Inspection, le site sera classé suivant trois catégories :

- 1) site banalisable ;
- 2) site à surveiller ;
- 3) site à reconnaître de façon plus approfondie.

Ceci ne préjuge en rien des dispositions qui devront éventuellement être prises par l'exploitant en urgence, en cas de découverte de pollution majeure. Dans un tel cas, l'Inspection sera informée dans les meilleurs délais.

### **ARTICLE 3 - Surveillance des eaux souterraines**

#### **3.1. Réseau de surveillance des eaux souterraines**

Le réseau de surveillance sera constitué pour l'amont du piézomètre PZ1 bis et pour l'aval des piézomètres PZ 2 et PZ 3 , tels que définis dans l'Evaluation Simplifiée des Risques de juin 2005 effectuée par Antea sur le site de la société SLI (référence du rapport : n° 38063/A).

#### **3.2. Analyse des eaux souterraines**

##### **3.2.1. Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

##### **3.2.2. Nature et fréquence d'analyse**

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence trimestrielle :

Paramètres
Molybdène
Manganèse

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitement éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse ...) seront joints avec le résultat des mesures.

#### **3.3. Echéances**

Les premières analyses seront réalisées dans un délai de deux mois à compter de la date du présent arrêté.



- 6 -

### 3.4. Durée

La surveillance, d'une durée minimale de deux ans, pourra être allégée ou suspendue, sur avis de l'inspecteur des Installations Classées, dès lors qu'une évaluation du risque aura démontré la non nécessité de cette surveillance.

### ARTICLE 4 - Frais

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### ARTICLE 5

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LYON 9ème et à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### ARTICLE 6

Délai et voie de recours (article L.514.6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

### ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au Sénateur-maire de LYON, chargé de l'affichage prescrit à l'article 5 précité,
- à l'exploitant.

Ly n, le 27 JUIN 2006  
Le préfet  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,  
Christophe BAY

